

la perte du marché de la Nouvelle-Angleterre pour leur charbon ; mais je ne vois guère sur quoi ils se fondent pour arriver à cette conclusion. Un anti-unioniste même devrait savoir que la population du Canada égale à peu près celle de toute la Nouvelle-Angleterre, que nous consommons par année autant de combustible qu'elle, et qu'avec l'union ces provinces trouveront chez nous un marché aussi avantageux que celui que ces théoriciens les menacent de perdre. Une autre objection soulevée par les anti-unionistes des provinces maritimes, est qu'ils redoutent d'être obligés dans l'avenir de défendre le Canada. On ne niera pas que cet argument ne soit spécieux. Mais quoi ! trois millions d'individus s'unissent à un million, et voilà qu'on prétend que c'est sur ce dernier million d'hommes qu'on va retomber tout le fardeau de la défense ! Nul doute qu'ils ne soient obligés de s'armer et de combattre en proportion de leur nombre, si jamais le pays en vient à cette extrémité, mais ils n'auront à fournir en dehors de leur contingent proportionnel pas un sou ni un homme de plus que le Canada. Au contraire, c'est eux que nous devons défendre si nous ne sommes pas attaqués les premiers et j'affirme que tout soldat qui s'armera pour la défense de la vallée et du havre de St. Jean ou même celui d'Halifax, s'armera en même temps pour la défense du Canada. Supposons un autre cas non moins possible : une armée américaine, par suite d'une guerre amenée par les pêcheries ou pour d'autres motifs, envahit les provinces ; trouvant plus facile et moins coûteux de s'emparer des colonies maritimes par terre, elle part de quelque point du lac Champlain, s'avance à travers le Bas-Canada, arrive dans le haut du Nouveau-Brunswick et descend de là vers la mer, répétant ainsi la tactique de SHERMAN dans sa dernière expédition de Knoxville à Savannah : — au profit de qui, je vous le demande, arrêterons-nous la marche de cette armée d'invasion, et hérisserez-nous de mille obstacles le pays compris entre le Richelieu et la Rivière du Loup ? Nous combattons pour empêcher l'envahissement des ports de mer des colonies, c'est-à-dire pour la liberté et le salut de tous. (Écoutez ! écoutez !) Mais laissons de côté toutes ces objections étroites, mesquines, indignes de la question et de ceux qui les soulèvent, car au point de vue commercial de même que militaire nos intérêts sont tous liés les uns aux autres. La clé du golfe St. Laurent est Terre-Neuve dont l'illustre lord CHATHAM

disait qu'il fallait tout autant s'en désaisir que d'abandonner Plymouth : — la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick sont, comme les jumeaux Siamois, attachés l'un à l'autre par cette courte lisière de terrain qui s'étend entre la Baie-Verte et le Bassin de Cumberland ; leur sort est commun et la destinée de l'un devra suivre celle de l'autre, (Écoutez ! écoutez !) L'Île du Prince-Édouard n'est rien autre chose qu'un fragment de ces deux provinces séparées par le détroit de Northumberland ; et l'on sait que le Haut et le Bas-Canada sont essentiels l'un à l'autre ; notre situation géographique rend naturelle l'union entre nous et nous en fait connaître les avantages. Pendant qu'ici, en Canada, nous ne doutons pas un instant de la ratification de ce traité intercolonial par le parlement et le pays, je ne puis me dissimuler, M. l'ORATEUR, que nos amis des provinces d'en-bas se laissent entraîner par des vues étroites et des intérêts personnels si acharnés et si intraitables d'ordinaire dans les petits pays. On a mis en jeu les intérêts du cabotage et des chemins de fer, de même qu'on a tout fait pour soulever l'ignorance honnête et la malhonnêteté habile. Que peuvent vouloir ces hommes du moins ceux à qui il reste du sens commun ? S'imaginent-ils qu'ils vont avoir par ce moyen un gouvernement fait à leur ordre ? Prétendent-ils revenir à l'ancien système ? Veulent-ils livrer le pays aux américains ? Mais alors pourquoi ne pas afficher l'écriteau suivant : — *Provinces à vendre ! Conditions, comptant ! greenbacks acceptés au pair.* Je me réjouis de voir, de leur côté, les unionistes de ces mêmes colonies si résolus, si convaincus et si unis ; ils finiront par remporter la victoire, j'en suis certain, quelque disputée et quelque difficile qu'elle soit. Si l'opinion honnête mais égarée voulait songer un instant aux malheurs qui suivraient le rejet ou même l'ajournement du projet, je n'ai pas le moindre doute qu'elle ne changeât sur le champ. (Écoutez ! écoutez !) Car, en le mettant de côté, sommes-nous sûrs de voir jamais un concours de circonstances aussi favorables à produire le même résultat ? Et nous savons tous comment ce concours de circonstances a eu lieu. (Écoutez ! écoutez !) Nous n'ignorons pas les événements extraordinaires et heureux qui sont arrivés en Canada, et les concessions surprenantes faites par les chefs du gouvernement d'en-bas. C'est ainsi qu'on a vu le Dr. TUPPER, premier ministre de la Nouvelle-Ecosse, se faire accompagner ici de MM. ARCHIBALD et McCULLY, ses deux adversaires poli-